

DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

COMMUNE DE GRASSE

Conseil municipal du 8 décembre 2020

**RAPPORT DE M. LE MAIRE PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES DE LA
DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC**

Construction et exploitation du crématorium

Article L. 1411-4 du CGCT

PREAMBULE

La Commune de GRASSE entend initier la construction et l'exploitation d'un crématorium afin de faire face à l'augmentation du nombre de crémations attendues dans son aire urbaine.

Il convient de souligner que tous les crématoriums français dont les études ont démarré après janvier 2010 sont aux normes de 2018 relatives aux émissions de polluants dans l'air et à la hauteur de cheminée.

De plus, les crématoriums sont des outils extrêmement normés dans leur conception et leur utilisation. Ainsi, les exploitants sont soumis à des contrôles stricts réalisés par des bureaux d'étude accrédités (COFRAC) et indépendantes.

En conséquence, l'impact sur l'environnement consécutif à la construction d'un crématorium sera extrêmement limité.

La demande croissante pour ce service public est réelle, et la situation géographique de la Commune permet la construction d'un tel équipement à destination des familles sur le territoire communal.

Le bassin de population pressenti regroupe environ 200.000 habitants répartis dans les Cantons de :

- Grasse ;
- Valbonne ;
- Vence ;
- Le Cannet ;
- Antibes ;
- Villeneuve-Loubet ;
- Cagnes sur Mer ;
- Nice (canton N°17 partiel).

Il est rappelé que la population de la Commune de GRASSE est de plus de 50.000 habitants, et que celle de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse est de plus de 100.000 habitants.

Actuellement, à Grasse, le recours à la crémation représente 50 % des demandes des personnes défunt. 400 crémations sur 800.

Cet équipement compléterait ainsi l'offre des autres crématoriums du secteur (Nice, Cannes, Saint-Raphael) et toucherait une population à moins de 30 minutes de voiture.

Le terrain d'assiette, d'une superficie d'environ 3 600 m², est situé dans le secteur du Cimetière des Roumigières, propriété de la Commune.

Ne disposant pas de la compétence en interne pour exploiter un tel bâtiment, la Commune souhaite faire appel à des professionnels pour le développement de l'activité du crématorium, en axant son exploitation sur une démarche de qualité.

En conséquence, la Commune entend mettre en œuvre, par une délibération en date du 8 décembre 2020, une procédure de délégation de service public fondée notamment sur les dispositions des articles L. 1120-1 et suivants, L. 3000-1 et suivants du Code de la Commande Publique (CCP), et L. 1411-1 et suivants, et L. 1413-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), avec autorisation d'occupation du domaine public, afin de permettre à des personnes morales de droit privé ou de droit public de construire et d'exploiter le crématorium.

La conclusion d'une telle convention de délégation de service public sera précédée d'une procédure de publicité et de mise en concurrence dans le respect des dispositions des articles L.1411-1 et suivants du CGCT et L. 3000-1 et suivants du CCP.

Au préalable, au regard de l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, et conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT, il appartient au Conseil municipal de se prononcer sur le principe de la délégation de service public.

Le présent document a donc pour objet de présenter au Conseil Municipal :

- Le détail des activités à déléguer ;
- Les différents modes de gestion possibles et les éléments de choix ;
- Les caractéristiques des prestations que devront assurer les délégataires dans le cadre des nouveaux contrats.

1. ETAT DES ACTIVITÉS À DÉLÉGUER

Le délégataire aura la charge de la construction et l'exploitation de l'équipement dans le cadre du contrat de concession définissant ses responsabilités, en assurant l'ensemble des tâches nécessaires au fonctionnement du service.

Le délégataire sera rémunéré par les recettes perçues auprès des usagers.

La Commune entend confier au délégataire, à titre exclusif et pour une durée de 25 à 30 ans la construction, la mise en exploitation de l'ouvrage, la mission d'assurer l'organisation, la gestion, la direction et l'animation du crématorium.

2. LES DIFFÉRENTS MODES DE GESTION DU SERVICE

Il convient de distinguer deux modes de gestion : la gestion directe du service public par la collectivité territoriale et la gestion déléguée à un tiers, laquelle peut impliquer la construction de l'ouvrage par celui-ci.

Il est utile de rappeler en liminaire les évolutions législative et réglementaire actuelles, soit le nouveau Code de la commande publique applicable au 1^{er} avril 2019.

L'article L. 1121-1 du Code de la commande publique dispose que :

« Un contrat de concession est un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés».

Les collectivités locales peuvent choisir librement le mode de gestion de leurs services publics. Ce choix s'effectue entre gestion directe ou gestion déléguée.

Bien que ce principe ne découle d'aucun texte spécifique, il est la conséquence du principe plus général de la libre administration des collectivités locales.

Le principe du libre choix du mode de gestion a été largement étendu par les lois de décentralisation qui ont supprimé toute tutelle préalable d'approbation et toute référence aux contrats types.

C'est à l'organe délibérant de la collectivité locale de déterminer le mode de gestion du service public. C'est pour cette raison que le Conseil municipal est amené à délibérer ce jour.

2.1. LA GESTION DIRECTE DU SERVICE

Dans le cadre d'une gestion directe, la collectivité exploite elle-même son service avec ses propres moyens. Elle assure le suivi et l'entretien des installations, la facturation et la gestion clientèle. Elle peut avoir recours à des prestataires de services.

Le service finance ses dépenses d'investissement et de fonctionnement par une redevance perçue auprès des usagers. L'exploitation est réalisée aux frais et risques de la collectivité locale.

Les articles L. 2221-1 et suivants du CGCT définissent les conditions de la gestion directe, et l'article L. 2221-4 du CGCT précise que cette dernière peut prendre deux formes différentes :

- **Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière (établissement public local)**

Elle est gérée par un conseil d'administration et un directeur qui sont désignés par le conseil municipal. Elle a le caractère d'un établissement public d'un point de vue juridique et fiscal. Le conseil d'administration délibère sur toutes les affaires intéressant le fonctionnement de la régie.

- **Régie dotée de la seule autonomie financière**

Elle ne dispose pas de la personnalité juridique. Les décisions sont prises par le conseil municipal sur proposition du directeur et après avis consultatif du conseil d'exploitation.

- **Avantages du recours à la maîtrise d'ouvrage publique :**

- maîtrise totale de l'opération de construction du site par la Commune ;
- étapes clairement formalisées et connues des services ;
- homme de l'art choisi et disposant de la compétence pour mettre en œuvre le marché de travaux.

- **Inconvénients du recours à la maîtrise d'ouvrage publique :**

- coût de l'équipement directement supporté par la Commune ;
- risque d'exploitation supporté par la Collectivité ;
- nécessité de faire appel à des professionnels du secteur ;
- développement d'une approche commerciale spécifique ;
- complexité technique de l'opération ;
- calendrier des procédures relativement longues.

En conséquence, les caractéristiques propres de l'activité déléguée ne semblent cependant pas adaptées au mode de gestion directe du service public.

2.2. LA GESTION DELEGUEE

2.2.1 Le marché de partenariat :

L'article L. 1112-1 du Code de la commande publique dispose que :

« Un marché de partenariat est un marché public qui a pour objet de confier à un opérateur économique ou à un groupement d'opérateurs économiques une mission globale ayant pour objet la construction, la transformation, la rénovation, le démantèlement ou la destruction d'ouvrages, d'équipements ou de biens immatériels nécessaires au service public ou à l'exercice d'une mission d'intérêt général et tout ou partie de leur financement. Le titulaire du marché de partenariat assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération à réaliser.

Cette mission globale peut en outre comprendre :

1° Tout ou partie de la conception des ouvrages, équipements ou biens immatériels ;

2° L'aménagement, l'entretien, la maintenance, la gestion ou l'exploitation d'ouvrages, d'équipements ou de biens immatériels ou une combinaison de ces éléments ;

3° La gestion d'une mission de service public ou des prestations de services concourant à l'exercice, par la personne publique, de la mission de service public dont elle est chargée ».

L'article L. 2211-6 du Code de la commande publique précise également que :

« La procédure de passation d'un marché de partenariat ne peut être engagée que si l'acheteur démontre que, compte tenu des caractéristiques du projet envisagé, des exigences de service public ou de la mission d'intérêt général dont l'acheteur est chargé, ou des insuffisances et difficultés observées dans la réalisation de projets comparables, le recours à un tel contrat présente un bilan plus favorable, notamment sur le plan financier, que celui des autres modes de réalisation du projet. Le critère du paiement différé ne saurait à lui seul constituer un avantage.

Les modalités d'établissement de ce bilan sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

En conséquence, avant d'engager ce type de procédure, la Commune de GRASSE devrait réaliser également une étude de soutenabilité budgétaire qui apprécierait les conséquences du contrat sur les finances publiques et la disponibilité des crédits.

De plus, la Collectivité devrait également démontrer que le recours à un tel contrat présente un bilan plus favorable, notamment sur le plan financier, que celui des autres modes de réalisation du projet compte tenu de ses caractéristiques, des exigences de service public, de la mission d'intérêt général dont l'acheteur est chargé, et des insuffisances et difficultés observées dans la réalisation de projets comparables.

En outre, et en pratique, le marché de partenariat fixe les conditions dans lesquelles est établi le partage des risques entre l'acheteur et le titulaire.

Le financement privé sur lequel s'engagent les tiers dans de tels montages induit également une part relativement importante de financement public.

- **Inconvénients :**

- Mode contractuel de construction et de gestion externalisée peu adapté aux circonstances de l'espèce/création d'un crématorium ;
- Montant du contrat doit être supérieur à 10 M ;
- Complexité du projet à apprécier au plan technique ;
- Caractéristiques du projet inadaptées à ce type de montage (théorie du bilan et étude de soutenabilité budgétaire à réaliser) ;
- Délais de procédure relativement longs : utilisation de la procédure du dialogue compétitif ;
- De plus, ce type de montage emporte généralement une participation publique de la Commune, ce qui n'est, a priori, pas envisagé.

En conséquence, il convient d'exclure ce type de contrat.

2.2.2 La Délégation de Service Public (DSP) :

Le Code de la commande publique relatif aux contrats de concession est applicable aux délégations de service public depuis le 1er avril 2019.

Selon l'article L. 1121-3 dudit Code, les délégations de service public sont une sous-catégorie de concession de service :

*« Un contrat de concession de services a pour objet la gestion d'un service. Il peut consister à concéder la gestion d'un service public. Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service.
La délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du code général des collectivités territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales ».*

De plus, l'article L. 1411-1 alinéa 1er du CGCT applicable depuis le 1er avril 2019 dispose que :

« Les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics peuvent confier la gestion d'un service public dont elles ont la responsabilité à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de délégation de service public définie à l'article L. 1121-3 du code de la commande publique préparée, passée et exécutée conformément à la troisième partie de ce code ».

Plusieurs types de modalités de mise en œuvre de la délégation de service public peuvent être envisagées :

L'affermage :

- Les frais de premier établissement peuvent être supportés par la collectivité locale. Le concessionnaire reçoit les ouvrages déjà réalisés et assure la gestion du service. Il fait l'avance du seul fonds de roulement.

- La collectivité délégante ne participe pas aux résultats financiers de l'exploitation mais elle peut encaisser une redevance fixée par le contrat.
- Le concessionnaire supporte les travaux de réparation et d'entretien courant, ainsi qu'une partie des travaux de renouvellement (la répartition des charges entre la collectivité délégante et le délégataire est détaillée par le contrat).
- Celui-ci peut être amené à réaliser des investissements nouveaux sur la durée du contrat.
- Le délégataire assure l'exploitation à ses risques et périls et est rémunéré au moyen de redevances prélevées directement auprès des usagers. Il est cependant nécessaire d'évaluer correctement les risques auxquels le délégataire est exposé afin d'éviter toute requalification en marché public.
- La collectivité délégante, pour payer les charges des emprunts qu'elle a contractés et procéder à l'amortissement, demande à son cocontractant d'encaisser pour son compte une « part collectivité » auprès des usagers du service.

La régie intéressée :

- La collectivité confie pour son compte l'exploitation du service public à un tiers moyennant une rémunération calculée sur le chiffre d'affaires réalisé. Celle-ci est fréquemment complétée par une prime de productivité, et éventuellement par une part du bénéfice.
- La rémunération du régisseur est variable et liée aux bénéfices réalisés, mais ce dernier est rémunéré par la collectivité.

La concession :

- Le concessionnaire peut faire l'avance des frais de premier établissement du service (construction des ouvrages et installations nécessaires au fonctionnement du service) et du fonds de roulement nécessaire à son exploitation ;
- Le concessionnaire peut être entièrement chargé d'exploiter le service à ses risques et périls (il assure la direction, sélectionne, rémunère et surveille le personnel du service, entretient et renouvelle à ses frais les installations, achète l'outillage et le matériel nécessaires à l'exploitation) ;
- En échange des prestations réalisées, le concessionnaire est rémunéré par la perception directe de redevances sur les usagers, lesquelles doivent théoriquement lui permettre de couvrir les intérêts et l'amortissement du capital qu'il a engagé afin de dégager un bénéfice net.

Ainsi, le principe de la délégation de service public permet à la collectivité de transférer à son cocontractant la charge de l'exploitation, ainsi que des risques et de la responsabilité afférents.

Le professionnel, dans le cadre des obligations imposées par la collectivité dans le contrat de concession, est capable de construire, d'organiser et de gérer le service public au mieux de l'intérêt des usagers.

De plus, faire appel à un tiers pour construire et exploiter le crématorium dans le cadre d'un contrat de concession, dont la durée sera déterminée en fonction du modèle économique présenté par le meilleur candidat au regard des critères définis, permet de s'assurer cumulativement :

- d'une proposition financière adaptée en termes d'investissement ;
- de conditions tarifaires conformes sur la durée de la concession ;
- de caractéristiques architecturales des ouvrages convaincantes ;
- de garanties en termes de construction et d'exploitation des ouvrages.

En outre, les garanties techniques et financières apportées par le concessionnaire confortent la pérennité du contrat de concession à venir.

En effet, le contrat de concession peut avoir plusieurs objets :

- la construction d'un bâtiment avec un parking ainsi que la fourniture des équipements du crématorium (four(s), filtration(s), ...) ;
- la gestion et l'exploitation du crématorium.

Le concessionnaire responsable du service doit le gérer conformément au contrat, sans rupture de service, et à ses risques et périls. Il est autorisé à percevoir directement des redevances auprès des usagers conformément aux stipulations du contrat.

Surtout, la Commune conserve le contrôle de l'exécution du service et pourra exiger à cette fin la communication de tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

- **Avantages :**

- Contrat global : unité et une cohérence contractuelle dans tous les domaines (gestion du service incluant ou non la construction des ouvrages, financements, fiscalité, etc.)
- Véritable substitution du délégataire dans l'exécution du service et dans les rapports avec les usagers du service.
- La concession est un contrat transférant au délégataire la gestion du service à ses risques et périls
- Type de montage contractuel adapté à la gestion d'un service public à caractère commercial et industriel, l'article L. 2224-1 du CGCT précisant que « *les budgets des services publics à caractère commercial et industriel exploités en régie, affermés ou concédés (...), doivent être équilibrés en recettes et en dépenses* » ;
- Redevance d'occupation souvent intéressante pour la Commune.

- **Inconvénients de la DSP :**

- Nécessaire réflexion à mettre en œuvre s'agissant des recettes prévisionnelles attendues et de l'équilibre financier du délégataire avant de faire un choix ;
- Attention particulière à la mise en œuvre de la procédure de DSP ;

2.3. LA GESTION SEMI DIRECTE OU SEMI DELEGUEE :

D'autres modes de gestion existent :

- **La Société publique locale** : L'article 1er de la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 pour le développement des sociétés publiques locales, dont les dispositions ont été codifiées à l'article L. 1531-1 du CGCT, permet aux collectivités territoriales et à leurs groupements de créer des sociétés publiques locales (SPL) dont ils détiennent la totalité du capital. Les SPL ont un champ d'intervention plus large que celui des SPLA. Il recouvre globalement celui des sociétés d'économie mixte locales (SEML) : opérations d'aménagement au sens de l'art L. 300-1 du code de l'urbanisme, opérations de construction, ou exploitation de services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général.

Inconvénients :

- Nouvelle structure créée par la Commune (investissements financiers de départ) sans connaître l'évolution de l'activité ;
 - Possibles difficultés d'associer la Commune avec une autre collectivité dans le capital ;
 - Logique actionnariale, donc entente nécessaire sur le long terme entre collectivités ;
 - Société soumise au Code du commerce – nécessaire rentabilité de l'exploitation ;
 - Nécessité de mettre en œuvre par la suite d'autres contrats de la commande publique pour la création et la gestion du service (marché public, concession, etc.)
- **La société d'économie mixte à opération unique (Semop)** : La loi n° 2014-744 du 1er juillet 2014 a permis de la création d'une nouvelle forme de coopération publique privée institutionnelle : la société d'économie mixte à opération unique (Semop).

L'objet de la Semop est large : réalisation d'une opération de construction, de développement du logement ou d'aménagement, gestion d'un service public (qui n'est pas nécessairement à caractère industriel et commercial) pouvant inclure la construction des ouvrages ou l'acquisition des biens nécessaires au service, toute autre opération d'intérêt général relevant de la compétence de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales, à l'exclusion de toute « mission de souveraineté ».

Il est nécessaire de réaliser une procédure de mise en concurrence similaire à celle prévue pour les contrats de la commande publique préalablement à la sélection des actionnaires privés qui vont intégrer le capital de la société (article L. 1541-1 et s. du CGCT).

Inconvénients :

- Difficultés liées à l'implication réelle des actionnaires dans l'opération en tant qu'exploitants et à l'accord entre les actionnaires sur le long terme ;
- Responsabilité indirecte de la Commune dans l'exploitation du crématatorium ;
- Fonctionnement d'une nouvelle société : personnel, investissement de départ, etc

- Difficulté potentielle d'associer la Commune avec des opérateurs économiques dans le capital ;
- Société soumise au Code du commerce – nécessaire rentabilité de l'exploitation.

2.4. ELEMENTS DE CHOIX D'UN MODE DE GESTION

La gestion directe est un système de gestion locale par lequel toutes les activités sont assurées par la collectivité elle-même ou par un établissement public local créé par la Commune.

Si en apparence ce mode de gestion devrait permettre à la collectivité de maîtriser son projet, il présente en réalité de nombreux inconvénients liés à la complexité du projet, à l'absence de compétence interne pour gérer ce type de service, et à la nécessité de développer une approche commerciale attractive dans un secteur économique d'ores et déjà concurrentiel.

En effet, si la collectivité décide de réaliser ce projet dans le cadre d'une gestion directe, elle devra obligatoirement faire appel à de nombreux professionnels extérieurs à la Commune afin de mener un bien ce dernier (entreprise de construction spécialisée, recrutements de professionnels du secteur pour assurer la bonne exploitation du crématorium et sa promotion).

De plus, la Commune sera débitrice de l'intégralité des frais de construction et de gestion du service, sans pour autant avoir l'assurance d'un retour sur investissements.

Or, la gestion déléguée permet de réaliser sans frais certaines activités (exploitation, facturation, ...) par des opérateurs spécialisés, disposant de l'expérience professionnelle attendue, dotés d'organisation et de moyens spécifiques.

Les avantages et les inconvénients respectifs (liste non exhaustive) des deux modes de gestion sont décrits dans le tableau suivant :

	Gestion directe	Gestion déléguée
Avantages	<ul style="list-style-type: none"> - maîtrise des flux financiers, - maîtrise des décisions par la collectivité locale, - garantie d'application des choix politiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - exploitation aux risques et périls du délégataire, - savoir-faire spécifique du secteur d'activité/complexité du service - expertise technologique, - réactivité et adaptabilité, - maîtrise des conditions d'exécution du service public par l'autorité délégante.

Inconvénients	<ul style="list-style-type: none"> - niveau de qualification et d'expertise des agents, - complexité de mise en place d'une nouvelle régie, - gestion du personnel, - responsabilité politique et économique directe de la collectivité en cas de difficulté d'exploitation. 	<ul style="list-style-type: none"> - « perte de compétence » de la collectivité liée à la perte de l'exploitation du service, - nécessité de mettre en œuvre un contrôle adapté.
----------------------	--	--

2.5. PROPOSITION DU MAIRE

La crémation est un domaine récent qui se développe depuis une quinzaine d'années seulement.

La gestion d'un tel service public requiert un haut niveau de savoir-faire tant dans le contact entretenu avec les usagers, qu'au regard des compétences particulières qu'il est nécessaire d'acquérir afin de construire et de gérer ce type d'équipement spécifique à un crématorium.

Les principaux acteurs sur ce secteur sont des sociétés qui se sont positionnées sur ce marché dès le début de son essor, et qui connaissent toutes les spécificités de ce domaine.

Ainsi, ces dernières disposent d'une expérience importante et d'un véritable savoir-faire.

Or, la Commune de GRASSE ne dispose pas actuellement de l'expertise suffisante pour exploiter directement le service public de crémation.

De plus, il convient de souligner que la gestion d'un tel service public entraîne des coûts importants.

En conséquence, le recours à un tiers permettrait de s'assurer de la bonne gestion du service, tout en limitant les coûts pour la Ville.

En effet, le principe de la délégation de service public permet à la collectivité de transférer à son cocontractant la charge de l'exploitation et les risques et la responsabilité y afférents, tout en faisant appel à un professionnel dans ce secteur d'activité, capable de construire, d'organiser et de gérer le service public au mieux de l'intérêt des usagers dans le cadre des obligations imposées par la collectivité dans le contrat de concession.

Dans une telle situation, faire appel à un tiers pour construire et exploiter le crématorium dans le cadre d'un contrat de concession, dont la durée sera déterminée en fonction du modèle économique présenté par le meilleur candidat au regard des critères définis, permet de s'assurer cumulativement :

- d'une proposition financière adaptée en termes d'investissement ;
- de conditions tarifaires conformes sur la durée de la concession ;
- de caractéristiques architecturales des ouvrages convaincantes ;
- de garanties en termes de construction et d'exploitation des ouvrages.

En outre, les garanties techniques et financières apportées par le concessionnaire confortent la pérennité du contrat de concession à venir.

En conséquence, et au regard de l'analyse de l'état actuel du service, du descriptif des différents modes de gestion et des avantages présentés par la délégation de service public, il est proposé de recourir à ce mode de gestion dans les conditions précisées ci-après.

3. CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS QUE LE DELEGATAIRE DEVRA ASSURER

3.1. DESCRIPTION DU SERVICE

3.1.1. Objet et étendue du contrat

Le contrat de concession aura pour objet :

- la construction d'un bâtiment avec parking et la fourniture des équipements de crématorium qui y sont associés (four(s), filtration(s), ...) ;
- la gestion et l'exploitation du crématorium dans le cadre d'un contrat de concession.

Le concessionnaire responsable du service le gèrera conformément au contrat sans rupture de service. Il est autorisé à percevoir directement des redevances auprès des usagers fixées au contrat. Il exploitera le service à ses risques et périls.

La Commune de GRASSE conserve le contrôle de l'exécution du service et pourra exiger à cette fin la communication de tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

3.1.2. Obligations du concessionnaire en matière de personnel

Le service fonctionnera avec le personnel du concessionnaire, recruté et rémunéré par ses soins. Ce personnel sera en nombre et en qualification suffisants pour assurer le service conformément aux règles de l'art.

3.2. CONDITIONS FINANCIERES

Le concessionnaire assure la totalité du financement des dépenses qui comprend notamment :

- les travaux de construction du crématorium et de l'ensemble des équipements ;
- les frais d'études et frais financiers ;
- la remise en état du sol des abords immédiats des ouvrages, après travaux ;
- les impôts et taxes liés à l'extension de l'ouvrage et des équipements ;
- les études de sol éventuelles ;
- les frais inhérents à la demande du permis de construire ;
- les frais de dossier nécessaires à l'agrément par Monsieur le Préfet ;
- et, d'une manière générale, tous travaux et frais nécessaires aux travaux et à l'exploitation des ouvrages.

La rémunération du concessionnaire est liée aux résultats de l'exploitation du service public délégué.

Le concessionnaire percevra les redevances auprès des usagers du service selon les tarifs et modalités qui seront arrêtées à l'issue de la procédure de passation. Les tarifs seront annexés au contrat.

Le concessionnaire sera responsable du fonctionnement du service sur la parcelle déléguée et l'exploitera à ses risques et périls.

Le concessionnaire versera à la Commune les redevances suivantes :

- une redevance fixe d'occupation ;
- une redevance fixe d'exploitation ;
- une redevance variable d'exploitation.

3.3. DUREE DE LA DELEGATION

Afin d'assurer une gestion équilibrée du service, la durée du contrat sera de 25 à 30 ans à compter du deuxième trimestre 2021.

3.5 CONTROLE ET SANCTIONS

3.5.1. Dispositif de contrôle

La Commune de GRASSE conservera le contrôle sur site et sur pièces du service et devra obtenir du concessionnaire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations, et ce, dans tous les domaines : réglementaire, administratif, technique, comptable, financier, etc.

En outre, le concessionnaire fera l'objet d'un contrôle conformément aux dispositions des articles L. 3131-1 et suivants, et R. 3131-1 et suivants du Code de la commande publique.

Ainsi, le concessionnaire produira chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession, et une analyse de la qualité des ouvrages et des services afin de permettre à la Ville d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport seront tenues par le concessionnaire à la disposition de la Commune de GRASSE, dans le cadre de son droit de contrôle.

Ce rapport comprendra notamment :

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation ;
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation ;
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;

- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public ;
- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public ;
- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service concédé ;
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la concession et nécessaires à la continuité du service public.

De plus, le concessionnaire produira chaque année une analyse de la qualité des ouvrages et des services demandés, ainsi qu'un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service, notamment les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation.

Les comptes annuels de la délégation devront être certifiés par un Commissaire aux comptes, quelle que soit la forme juridique de la société dédiée.

3.5.2. Dispositif de sanctions

Dans le cadre du futur contrat, la Commune de GRASSE aura la possibilité de prévoir des sanctions applicables en cas de manquements du concessionnaire à ses obligations contractuelles.

- Sanctions pécuniaires : les pénalités
- Sanctions coercitives : l'exécution d'office et la mise en régie provisoire
- Sanction résolutoire : la déchéance

4. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE DE DELEGATION DU SERVICE PUBLIC

Dans le cadre des articles L.1411-1 et suivants du CGCT et L. 3000-1 et suivants du CCP, la procédure de consultation se déroulera selon les étapes suivantes :

- Délibération de la Commune de GRASSE sur le principe de la délégation du service public et lancement de la procédure ouverte (8 décembre 2020) ;
- Avis d'appel public à la concurrence (mi-décembre 2020) ;
- Réception des candidatures et des offres (mi-mars 2021);
- Ouverture des plis de candidature, puis sélection des candidats admis à présenter une offre par la Commission de Délégation de Service Public (fin mars 2021) ;
- Ouverture des offres, puis analyse comparative des offres par la Commission de Délégation de Service Public (avril 2021) ;

- Négociations menées par l'autorité habilitée de la Commune ou son représentant ;
- Choix du concessionnaire par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ;
- Délibération du Conseil municipal sur le choix du concessionnaire et la convention de délégation de service public (juin 2021) ;
- Signature de la convention de délégation de service public (juin-juillet 2021) ;
- Accomplissement des formalités de transmission en Préfecture et de notification de la convention de délégation de service public (juin-juillet 2021) ;
- Avis d'attribution (juin-juillet 2021).

5. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Pour l'analyse des offres par la Commission de DSP, les critères ci-après seront pris en compte par ordre d'importance décroissant :

1er critère : Proposition financière en matière d'investissement et durée du contrat :

- Durée du contrat
- Coût estimatif du projet,
- Plan de financement, compte prévisionnel de l'exploitation, maîtrise du coût du service,
- Montant de redevances,
- Tarifs, ...

2ème critère : Qualité du service en matière d'exploitation :

- Présentation du projet d'exploitation du service,
- Qualité du service offert aux usagers : les horaires d'ouverture au public, les moyens mis en œuvre pour assurer le fonctionnement du service public, les services complémentaires ...
- Accueil et relations avec les usagers,
- Maintenance, entretien, sécurité de l'ouvrage...

3ème critère : Valeur technique en termes de qualité architecturale et fonctionnelle :

- Présentation du projet de construction de l'ouvrage ; Méthodologie de construction,
- Délai de réalisation,
- Respect des données du programme général, des contraintes fonctionnelles, des prescriptions architecturales,
- Qualité environnementale,
- Qualité du projet paysager,
- Qualité des matériaux proposés et la pérennité de l'ouvrage et qualité technique du projet.

Les critères ne seront pas pondérés.
